

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 février 2021
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 24 février 2021, adressée à la Présidente
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le résumé, établi par la présidence, de la réunion du Conseil de sécurité organisée selon la formule Arria, le 29 janvier 2021, sur le thème « Les enfants et les conflits armés, le rapatriement d'enfants depuis des zones de conflit : du camp à la maison, appel à l'action » (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Vassily Nebenzia



**Annexe à la lettre datée du 24 février 2021 adressée
à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Résumé de la séance publique du Conseil de sécurité organisée
selon la formule Arria sur le thème « Les enfants et les conflits
armés, le rapatriement d'enfants depuis des zones de conflit :
du camp à la maison, appel à l'action »**

Le 29 janvier 2021, la Fédération de Russie, la République du Kazakhstan et la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés ont organisé conjointement une séance publique du Conseil de sécurité selon la formule Arria afin de permettre un échange de vues et d'analyses sur certaines des questions les plus urgentes concernant les enfants et les conflits armés, à savoir le rapatriement et la réintégration des enfants touchés par un conflit armé.

Vassily Nebenzia, Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies, a présidé la réunion, à laquelle ont participé tous les membres du Conseil de sécurité et des membres d'autres délégations, ainsi que des observateurs d'organismes et entités des Nations Unies. La note de cadrage avait été publiée avant la réunion.

M. Nebenzia a fait une déclaration liminaire. Les membres du Conseil de sécurité ont entendu des exposés de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés, Virginia Gamba, du Secrétaire général adjoint à la lutte contre le terrorisme, Vladimir Voronkov, de la Commissaire du Président de la Fédération de Russie pour les droits de l'enfant, Anna Kuznetsova, et du Représentant permanent de la République du Kazakhstan et Coprésident de la Coalition mondiale pour la réintégration des enfants soldats, Magzhan Ilyassov, qui a présenté une vidéo sur l'expérience du Kazakhstan en matière de rapatriement et de réintégration d'enfants depuis des zones de conflit.

La réunion s'est tenue par visioconférence et a été retransmise en direct sur Internet. L'enregistrement est disponible sur la chaîne YouTube de la Mission permanente de la Fédération Russie auprès de l'ONU (www.youtube.com/watch?v=OTfswlS9gc&t=ts).

Premier à prendre la parole, M. Nebenzia a invité les participantes et participants à discuter des difficultés et des problèmes que posaient le rapatriement des enfants et leur réintégration dans la société, de ce qu'il était possible de faire pour intensifier la coopération internationale dans ce domaine et des mesures que pouvait prendre le Conseil de sécurité à cette fin. Il a souligné que, dans plusieurs pays en proie à des hostilités, des enfants issus de familles d'ex-combattants ou d'ex-terroristes étaient aux prises avec une violence brutale et se trouvaient dans une situation humanitaire désastreuse. La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a aggravé la situation de ces enfants en empêchant leur rapatriement et leur regroupement avec des membres de leur famille. Au regard du droit international, notamment de la Convention relative aux droits de l'enfant, les États ont le devoir de rapatrier leurs citoyens et de faire en sorte que les enfants de leurs citoyens ne deviennent pas apatrides. C'est aux États qu'il incombe d'assumer au premier chef la responsabilité de protéger les enfants et de garantir leur retour en toute sécurité dans leur pays. La Fédération de Russie et d'autres pays font des efforts considérables à cet égard, ce dont devrait s'inspirer d'autres pays. M. Nebenzia a demandé à la communauté internationale et aux organismes des Nations Unies de coopérer

étroitement pour faciliter le rapatriement et la réintégration des enfants depuis les zones de conflit, leur rappelant que la considération première devait toujours être l'intérêt supérieur de l'enfant.

M^{me} Gamba a souligné que le travail de son bureau s'articulait autour de quatre axes d'action qui avaient tous pour objectif de faire cesser et de prévenir les atteintes aux enfants dans les conflits armés (protection des enfants contre l'utilisation et la maltraitance durant un conflit armé, en raison d'un conflit armé ou au profit d'un conflit armé ; prévention des atteintes pouvant être portées contre des enfants ; sensibilisation et renforcement des partenariats dans le domaine de la protection de l'enfance ; promotion des enseignements à retenir et des pratiques exemplaires pour une meilleure prévention et une meilleure protection des enfants contre les six violations graves définies par le Conseil de sécurité).

L'intensification du dialogue avec les parties au conflit au sujet de la protection et de la prévention donne des résultats positifs pour les enfants, de même que le renforcement de l'analyse et des activités de sensibilisation et de mobilisation du public. Grâce à des outils tels que le suivi, le dialogue, l'analyse, les pratiques exemplaires et la mobilisation, l'Organisation a doublé le nombre d'enfants libérés par des groupes armés et soustraits à des situations de conflit, et multiplié les engagements et les programmes conclus avec des parties au conflit au cours des trois dernières années. Malgré les progrès réalisés en matière de protection des enfants contre l'utilisation et la maltraitance durant un conflit armé, en raison d'un conflit armé ou au profit d'un conflit armé, il reste encore beaucoup à faire pour maintenir ces acquis, assurer la protection des enfants et empêcher que des violations ne soient commises contre eux.

La Représentante spéciale a souligné qu'il était nécessaire de mettre fin à l'enrôlement d'enfants soldats et que cet objectif demeurerait la priorité absolue dans le domaine des enfants et des conflits armés. La prévention de l'enrôlement d'enfants nécessite un ensemble complexe de mesures, notamment la mise en place de normes et de règles, d'un dispositif de contrôle, d'activités de formation et de mécanismes de vérification de l'âge. La démobilisation des enfants déjà enrôlés, de force ou non, et leur réintégration en toute sécurité dans la société s'avèrent également délicates. En fin de compte, le plus difficile reste de prévenir durablement l'enrôlement des enfants, sachant que différents facteurs entrent en jeu, tels que le sentiment d'impuissance, les enlèvements ou la pauvreté.

La nécessité de libérer les enfants des conflits armés et de favoriser leur réintégration rapide et durable en veillant à ce qu'ils ne soient pas enrôlés de nouveau reste primordiale. Cela suppose d'instaurer des méthodes de vérification de l'âge dans les centres de recrutement pour mettre fin à l'enrôlement de mineurs, d'étoffer les procédures standard relatives au transfert et à la libération d'enfants, et de mettre en place des programmes performants de réintégration durable plaçant les besoins de l'enfant au premier plan.

L'utilisation et la maltraitance d'enfants durant un conflit armé, en raison d'un conflit armé ou au profit d'un conflit armé recouvrent des cas de figure très divers. Certains enfants se retrouvent happés par un conflit armé, forcés de mener un combat qu'ils n'ont ni voulu ni provoqué ; d'autres sont violemment exploités et maltraités par leur entourage. Ces enfants sont privés non seulement de leur enfance mais aussi de leur avenir, car l'accès à l'éducation et à la santé leur est souvent refusé. Sont particulièrement lésés les enfants considérés comme associés d'une manière ou d'une autre à des groupes armés, notamment ceux désignés comme terroristes par l'Organisation.

À cet égard, M^{me} Gamba a souligné qu'il importait d'identifier les enfants détenus au motif d'une association réelle ou présumée avec des groupes armés, y compris ceux désignés comme terroristes par l'ONU, de les traiter avant tout comme des victimes et non comme des menaces pour la sécurité, et de ne les placer en détention qu'en dernier recours et pour la durée la plus brève possible. Sont bien sûr aussi concernés les enfants étrangers détenus depuis longtemps dans des conditions déplorables dans des camps du nord-est de la République arabe syrienne et en Iraq, où leur santé mentale, leur sécurité et leur développement général sont mis en péril. Leur proximité avec des membres de groupes terroristes désignés par l'ONU les expose à encore plus de traumatismes et de stigmatisation et les met en danger.

Certains de ces enfants se sont rendus seuls de leur pays de résidence jusque dans des zones contrôlées par des groupes armés, tandis que d'autres ont été enlevés par ces groupes et forcés de franchir des frontières. D'autres encore ont passé des frontières avec leur famille ou sont nés de parents étrangers qui s'étaient rendus dans ces régions. Les enfants nés ou ayant voyagé dans des zones de conflit ne doivent pas être apatrides. Leur droit à une nationalité et à des papiers d'identité doit être respecté.

Il faut faciliter en priorité le rapatriement des enfants étrangers dans leur pays d'origine, compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant, en veillant à ce que le principe de non-refoulement soit respecté. Ces enfants doivent bénéficier d'une aide à la réintégration et à l'éducation et d'un accès à la santé et à des moyens de subsistance. Il faut leur rendre leur enfance dans un environnement sûr où ils pourront se construire un avenir loin de la violence. La Représentante spéciale a souligné que les États devaient veiller à bien suivre et signaler les atteintes commises contre des enfants dans les situations de conflit armé, notamment en renforçant les capacités de protection de l'enfance existant sur le terrain et en facilitant l'échange de renseignements afin de repérer et de modérer les tendances à l'utilisation et à la maltraitance d'enfants durant un conflit armé, en raison d'un conflit armé ou au profit d'un conflit armé, et à prévenir les atteintes graves pouvant être portées contre eux.

Alors que la vulnérabilité des garçons et des filles vivant dans un contexte d'hostilités est exacerbée par les conséquences de la pandémie de COVID-19, il est impératif de veiller à régler de façon pacifique les conflits en donnant une place centrale à la protection des enfants. Depuis 1999, le Conseil de sécurité a souligné à de multiples reprises qu'il importait de veiller à ce que la protection, le bien-être et les droits des enfants soient pris en considération lors des négociations de paix et tout au long du processus de consolidation de la paix après un conflit. Dans sa résolution [2427 \(2018\)](#), le Conseil a insisté sur l'importance de faire une place, dès les premières étapes des processus de paix, à des dispositions de protection de l'enfance et de mettre l'accent sur l'intérêt supérieur de l'enfant, ainsi que sur la nécessité de traiter les enfants séparés des groupes armés comme des victimes et sur leur réintégration dans la famille et la communauté.

C'est aux États qu'incombe au premier chef la responsabilité de protéger les droits de l'enfant, et il ne peut y avoir de sécurité sans respect des droits humains. Aujourd'hui plus que jamais, il importe de définir des pratiques exemplaires en vue d'élaborer des procédures concrètes pour le rapatriement des enfants étrangers piégés dans des situations de conflit armé, et de faire de leur réintégration complète une priorité grâce à des programmes répondant à leurs besoins.

La Représentante spéciale a salué l'action des États qui facilitent déjà le retour de leurs citoyens et réaffirmé que l'Organisation – et son bureau – étaient prêts à aider les États Membres à relever ce défi complexe afin de faire en sorte que les enfants soient protégés contre toute forme de violence et de maltraitance et que leurs droits soient respectés.

M. Voronkov a vivement souhaité que les enfants soient mis hors de danger et qu'ils trouvent le chemin d'un foyer sûr où la société – leur pays – pourrait s'occuper d'eux. Dans les camps du nord-est de la République arabe syrienne, en particulier celui de Hol, les enfants sont en danger, vulnérables face aux comportements prédateurs des agents de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) ; ils risquent de se radicaliser dans le camp et sont privés de l'aide fondamentale dont ils ont besoin. Leur sort ne devrait pas être tributaire d'une quelconque volonté politique. Assurer leur bien-être est une obligation consacrée par le droit international et la Convention relative aux droits de l'enfant. Et, au-delà de l'obligation légale, il s'agit d'un impératif de sécurité et d'un impératif moral.

L'horrible situation dans laquelle se trouvent les enfants de Hol est l'un des problèmes les plus pressants à l'échelle mondiale actuellement, et l'attentisme de la communauté internationale sera considéré comme un échec par les générations futures si les États ne s'y attaquent pas rapidement, en particulier eu égard à l'aggravation des conditions qui règnent dans le camp du fait de la pandémie de COVID-19.

Des dispositions ont été prises pour rapatrier des enfants de Hol dès 2017. Quatre ans plus tard, 27 000 enfants sont toujours isolés, abandonnés à leur sort, livrés aux prédateurs de l'EIIL. Les États Membres qui ont rapatrié leurs citoyens ont démontré ceci : quand on veut, on peut.

Les enfants qui ont été sauvés des dangers des camps vivent maintenant en sécurité et en paix avec des membres de leur famille. Plusieurs pays, dont les organisateurs de la présente réunion, ont rapatrié en tout près d'un millier d'enfants et les membres de leur famille. Ces pays ont eu des expériences diverses dont d'autres peuvent s'inspirer. Leurs expériences sont en train d'être compilées, et l'ONU, notamment le Bureau de lutte contre le terrorisme, aide les États Membres à en tirer des enseignements. M. Voronkov a souligné à cet égard que les craintes de risques pour la sécurité qui prévalent dans certains États ne sont pas fondées.

Il a été fait observer, en outre, que les enfants de moins de 14 ans ne devaient être ni placés en détention ni poursuivis en justice. Tous les efforts doivent être faits pour que les enfants ne soient pas maintenus en institution et puissent au contraire être regroupés avec des membres de leur famille, au sein de leur communauté. L'intérêt supérieur de l'enfant doit primer sur toute autre considération. Il faut privilégier le rapatriement des familles, en facilitant la recherche, la mise en contact et le regroupement.

Le Secrétaire général adjoint a déclaré qu'en tant que principale entité de coordination de la lutte antiterroriste dans le système des Nations Unies, son bureau avait fait du sort de ces enfants une priorité et collaborait à cet égard avec des partenaires œuvrant dans les domaines de l'aide humanitaire et des droits humains, ayant conscience qu'il fallait avant tout privilégier la protection.

En collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme a réuni 13 autres entités des Nations Unies pour mettre au point un cadre global d'appui intégré des Nations Unies aux États Membres concernant les personnes rentrées de la République arabe syrienne et d'Iraq, y compris les enfants.

Ce cadre global permet d'apporter une assistance coordonnée, fondée sur les droits humains et tenant compte des impératifs humanitaire, de protection, de sécurité et de responsabilité, et répond aux demandes formulées par des États qui ont rapatrié leurs nationaux de camps situés dans le nord-est de la République arabe syrienne et en Iraq, notamment celui de Hol, ou qui se sont engagés à le faire. M. Voronkov a fait savoir que des enfants de 60 pays différents étaient actuellement piégés dans ces

camps, soulignant en outre que le traitement de cette question relevait de la seule responsabilité des États d'origine de ces enfants et non de la République arabe syrienne ou des autorités non étatiques qui les détenaient temporairement. Le peuple syrien ne doit pas être tenu responsable du sort de ces enfants. Le Secrétaire général adjoint a exhorté tous les États Membres à assumer leurs responsabilités et à assurer la protection et le rapatriement volontaire et rapide de ces enfants.

M^{me} Kuznetsova a déclaré qu'en sa qualité de Commissaire du Président de la Fédération de Russie pour les droits de l'enfant et de coordonnatrice du rapatriement des enfants depuis la République arabe syrienne et l'Iraq, et en tant que mère de sept enfants, elle s'associait pleinement aux demandes faites par d'autres intervenants pour que les États rapatrient les enfants. Elle a fait écho aux estimations citées par M. Voronkov, selon lesquelles des milliers d'enfants de plus de 60 pays se trouveraient dans des camps de réfugiés situés sur le territoire de la République arabe syrienne et dans des prisons irakiennes. Il est évident que ces enfants ne doivent pas être exposés à des dangers en plein cœur d'affrontements armés, laissés sans protection et privés de tous leurs droits fondamentaux.

La Commissaire a informé les participants à la réunion des modalités de la coopération pour le rapatriement des enfants depuis des zones de conflit, qui a commencé en 2017 conformément aux instructions du Président de la Fédération de Russie. Depuis, 274 enfants ont été rapatriés vers la Fédération de Russie au moyen de 12 vols spéciaux. Les activités de recherche et d'identification des enfants sont menées sur les territoires de la République arabe syrienne et de l'Iraq, ainsi qu'en Turquie, où les enfants fuient pour échapper aux souffrances qu'engendrent les conflits armés. Les experts russes ont procédé récemment à des analyses d'ADN sur 36 enfants sur le territoire turc et préparent actuellement de nouvelles visites au camp de Hol pour ramener les enfants chez eux. M^{me} Kuznetsova a souligné que le succès du programme russe de rapatriement d'enfants reposait sur le respect du droit international et de la législation nationale des pays partenaires.

La Commissaire a appelé l'attention sur le fait que la coopération en matière de rapatriement des enfants depuis des zones de conflit et leur réadaptation relevait d'une démarche complexe, et s'est attardée sur les conditions de vie actuelles des enfants rentrés au pays. Elle a souligné qu'aucun d'eux n'avait été placé en orphelinat et que tous vivaient dans des familles. Des médecins et des psychologues les aident à s'adapter et à reprendre une vie paisible. Des médiateurs régionaux pour les droits de l'enfant apportent une aide indispensable. Ils coordonnent l'ensemble des activités, donnent des éclairages sur les problèmes à régler et aident à surmonter les difficultés.

La Commissaire a noté avec une profonde satisfaction que la communauté internationale prêtait attention à la question du rapatriement des enfants depuis les zones de conflit. Il importe d'avoir des échanges de vues sur les meilleures pratiques et méthodes, d'améliorer la coopération et de fournir une assistance à tous les pays pour qu'ils puissent mener des programmes de rapatriement.

M. Ilyassov a déclaré qu'en 2019, plusieurs pays, organismes des Nations Unies et organisations internationales, dont le Comité international de la Croix-Rouge, avaient aidé le Gouvernement kazakh à mener deux opérations spéciales, baptisées « Zhusan » et « Rusafa », qui visaient à rapatrier des citoyens kazakhs des zones de conflit situées respectivement en République arabe syrienne et en Iraq. Le projet, lancé par le Président du Kazakhstan Nursultan Nazarbayev, a permis de faire revenir plus de 595 citoyens dans le pays, dont 33 hommes, 156 femmes et 406 enfants, parmi lesquels 31 étaient orphelins. La mise en œuvre de ces mesures est un parfait exemple de l'application pratique du concept d'« État à l'écoute » du Président de la République du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokayev. Constatant que beaucoup de ceux qui étaient partis pour la République arabe syrienne étaient en fait guidés par de

faux motifs, et malgré les risques et la gravité des aspects liés à la réintégration de cette catégorie de citoyens dans une société pacifique, les dirigeants de l'État ont pris une décision responsable et n'ont pas abandonné leurs concitoyens. Le bien-fondé de cette décision a en quelque sorte été confirmé par le fait que 33 hommes ont choisi de rentrer dans leur pays sachant qu'ils feraient l'objet de poursuites.

Le Kazakhstan et d'autres pays d'Asie centrale ont été les premiers à rapatrier leurs citoyens pour leur offrir une nouvelle vie. Il s'agit là d'une entreprise complexe et délicate qui se déroule en plusieurs étapes. Au Kazakhstan, le processus de réadaptation et d'intégration se déroule en trois étapes. La première étape est celle de l'adaptation sociale, dans un camp de réadaptation, à l'arrivée dans le pays. La deuxième est celle de la réadaptation et de la socialisation primaire, dans les régions, grâce à l'appui d'un fonds public spécial et à la création, par le Gouvernement, de centres régionaux spécialisés. À ce stade, des dispositions ont été prises pour fournir des papiers d'identité aux femmes et aux enfants, poser un diagnostic psychologique et prendre les mesures correctives voulues, fournir une aide médico-sociale, mettre en place des cours de perfectionnement à l'intention des femmes et remédier à l'endoctrinement théologique. Une grande attention a été portée à la réadaptation sociale, psychologique et sociopédagogique des enfants, ainsi qu'à la préparation à la vie scolaire. La troisième étape, qui consiste à poursuivre la socialisation et à favoriser l'intégration progressive dans la société, est toujours en cours.

Pour garantir l'efficacité de l'opération de réadaptation, plusieurs travailleurs sociaux, psychologues et théologiens hautement qualifiés ont été intégrés à l'équipe pour travailler avec les rapatriés traumatisés. Le rétablissement et la réadaptation des enfants, en particulier, sont assurés par des enseignants et des conseillers, conformément à un plan d'action reposant sur les recommandations de la Commission psycho-médico-pédagogique spécialement créée pour traiter chaque cas individuel.

Les processus de poursuites, réadaptation et réintégration sont tout aussi importants. La réadaptation et la réintégration permettent notamment d'éviter une radicalisation plus poussée des rapatriés et de la population. La propagande sur le sort des personnes revenues de la République arabe syrienne et d'Iraq est un excellent exemple de l'influence qui peut être exercée sur les esprits et le discernement de cette catégorie de citoyens qui, lorsqu'ils sont manipulés, nourrissent des intentions du même ordre.

Toutes les femmes et tous les enfants participent à des activités créatives et thérapeutiques et à des manifestations culturelles visant à favoriser la resocialisation. Cela passe notamment par la familiarisation aux traditions et aux coutumes nationales, la lecture du Coran, la danse, l'apprentissage de proverbes et de dictons, des manifestations sportives destinées aux familles et la visite de théâtres pour enfants. Bien que de nombreux progrès aient été faits, la propagation de la COVID-19 et les mesures de quarantaine qui l'ont accompagnée ont malheureusement considérablement perturbé la vie nationale dans son ensemble, y compris les activités de réadaptation. Cependant, les autorités kazakhes font tout leur possible pour que cela n'ait pas d'incidence sur la qualité et le calendrier de la prestation de services. Les activités de réadaptation se font en face à face avec des spécialistes, tandis que les conférences et les rencontres avec les théologiens et les psychologues sont désormais proposées en ligne. Il a été observé qu'environ 80 à 85 % des personnes qui avaient fui le Kazakhstan regrettaient profondément leur décision et admettaient avoir été induites en erreur. Les rapatriés ont avoué les atrocités qu'ils avaient commises et reconnu avec embarras qu'ils avaient fait aveuglément confiance à l'EIIL et ne s'étaient pas doutés du sort qui les attendait. Cependant, après avoir été confrontés à la réalité, ils nourrissent désormais une haine pour l'EIIL et ses

motivations. Le travail sur les sentiments de culpabilité et de honte est donc une part essentielle du processus de réadaptation.

Si les mesures de réintégration prises sur l'un de ces fronts viennent à échouer, les rapatriés risquent de se radicaliser de nouveau ou de se tourner vers d'autres formes de comportements criminels et violents. Par ailleurs d'autres segments de la population peuvent ainsi se trouver exposés à des idéologies radicales. Il faut continuer d'améliorer le système national de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux.

Les spécialistes travaillant avec des enfants – psychologues, éducateurs sociaux, travailleurs sociaux – doivent être préparés à de telles éventualités. L'accent est particulièrement mis sur l'éducation, qui doit aider les enfants à faire, à terme, le choix d'une vie décente au regard des lois de l'État et de la moralité.

À cet égard, le rapatriement n'est qu'une étape d'un processus plus vaste. L'expérience de l'Asie centrale a permis de tirer de précieux enseignements qui seront utiles aux autres États Membres qui ont déjà rapatrié, ou prévoient de rapatrier, leurs ressortissants des camps du nord-est de la République arabe syrienne et d'Iraq, où, selon certaines estimations, il resterait un millier de terroristes, sans compter les personnes qui se trouvent dans des lieux de détention avec des femmes et des enfants.

En conclusion, M. Ilyassov a remercié le Bureau de lutte contre le terrorisme d'avoir organisé ce dialogue extrêmement utile et réaffirmé la détermination du Kazakhstan à contribuer aux efforts collectifs en faveur d'un monde plus sûr. Il a donné l'assurance que le Kazakhstan poursuivrait ses travaux sur cette question sensible et qu'il était prêt à en partager les résultats avec ses partenaires.

Après l'intervention du Représentant permanent de la République du Kazakhstan, un film sur l'opération « Zhusan » a été projeté.

Les membres du Conseil ont estimé que la proposition d'examiner la question de la coopération en matière de rapatriement et de réintégration des enfants depuis des zones de conflit était importante et tout à fait d'actualité, et se sont attardés sur les difficultés liées au rapatriement des enfants, les pratiques et programmes existants ainsi que les moyens de remédier à ces difficultés dans le cadre de la coopération internationale et régionale.

Les membres du Conseil ont fermement condamné les violations du droit international commises contre la personne d'enfants dans le cadre de conflits armés et rappelé les obligations des parties aux conflits armés à cet égard. Ils ont également réaffirmé la responsabilité principale du Conseil dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales et souligné qu'il importait de s'attaquer aux causes profondes des conflits armés dans leur globalité de façon à améliorer la protection des enfants à long terme ainsi que de promouvoir la résilience des enfants, de leur famille et de leurs communautés. Ils ont rappelé que c'était aux gouvernements qu'il incombait au premier chef de lutter contre le terrorisme et le phénomène des combattants terroristes étrangers, ainsi que d'offrir protection et secours à tous les enfants touchés par des conflits armés, et considéré qu'il importait de renforcer la coopération internationale et les capacités nationales à cet égard. Ils ont souligné que les activités de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés étaient importantes pour la protection des enfants touchés par un conflit armé, et félicité le Bureau de lutte contre le terrorisme et M. Voronkov pour le soutien actif apporté aux États Membres aux fins du rapatriement des terroristes et des membres de leur famille, des poursuites engagées à leur encontre et de leur réintégration.

Il a été fait observer que la pandémie de COVID-19 avait aggravé la situation des enfants touchés par un conflit armé, car elle les avait empêchés d'être rapidement rapatriés et réunis avec des membres de leur famille dans leur pays d'origine ainsi que d'avoir accès à des programmes de réintégration adaptés.

Les membres du Conseil ont fait part de leur expérience en matière de rapatriement d'enfants depuis des zones de conflit et noté que sauver des enfants d'un conflit armé n'était pas toujours simple, surtout lorsque ceux-ci étaient traumatisés par une exposition directe à la violence.

Plusieurs membres se sont dits favorables à une utilisation et une diffusion plus larges du Guide pratique à l'intention des médiateurs pour la protection des enfants dans les situations de conflit armé, qui a été présenté au Conseil de sécurité en février 2020, et à son application aux contextes de rapatriement d'enfants.

Les États Membres ont en outre réaffirmé que les enfants qui étaient ou auraient été associés à des groupes armés devaient être traités en premier lieu comme des victimes et que la privation de liberté devait être une mesure de dernier recours aussi brève que possible. Ils ont également demandé que l'intérêt supérieur de l'enfant soit la considération primordiale. Enfin, ils ont affirmé d'un commun accord qu'il importait de fournir aux enfants libérés une aide médicale et socio-psychologique tout au long du processus de rapatriement et de réintégration, souligné le rôle de l'éducation dans le bien-être des enfants et la prévention de la radicalisation, et noté les effets négatifs de la pandémie de COVID-19 sur les activités – déjà difficiles en temps normal – d'identification et de rapatriement des enfants. Ils ont rappelé que le Secrétaire général, dans son rapport annuel sur le sort des enfants en temps de conflit armé, avait appelé tous les États Membres concernés qui ne l'avaient pas encore fait à prendre des mesures afin d'assurer le rapatriement volontaire des enfants isolés dans les zones de conflit, y compris ceux qui étaient ou auraient été associés à l'EIIL.

Les représentants de pays impliqués dans un conflit armé ont remercié la Fédération de Russie, la République du Kazakhstan et ses partenaires ainsi que d'autres pays pour leur engagement en faveur de la libération, du rapatriement et du regroupement familial des enfants. Il a été rappelé que tout dialogue établi dans le cadre du mécanisme de surveillance et de communication de l'information par des organismes des Nations Unies avec des groupes armés non étatiques en vue d'assurer la protection des enfants et d'avoir accès à ces derniers devait s'inscrire dans le cadre du processus de paix existant et de la coopération générale entre l'ONU et le gouvernement concerné. Les représentants des pays en question ont déclaré que leurs gouvernements déployaient des efforts considérables pour améliorer la situation des enfants ; cependant, ils avaient besoin de l'appui de la communauté internationale dans le cadre d'un dialogue respectueux et constructif fondé sur le respect inconditionnel des principes de souveraineté des États et de non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

Observations des États Membres de l'ONU non membres du Conseil de sécurité

Le règlement de la question à l'ordre du jour, qui est complexe et présente de multiples aspects, passe par une démarche dictée par des principes, coordonnée et multidisciplinaire. C'est aux gouvernements qu'il incombe en premier lieu de ramener légalement et en toute sécurité les enfants qui se trouvent dans des zones de conflit et leurs parents chez eux, où ils pourront être pris en charge comme il se doit. Les États devraient favoriser l'unité familiale en fournissant une assistance, en rapatriant les familles ensemble en tant que cellule familiale et en facilitant la recherche des familles, le regroupement et les contacts familiaux. Certains se sont prononcés en faveur de l'élaboration de normes internationales de rapatriement des enfants depuis les zones de conflit.

La bonne réintégration des enfants n'est pas seulement une question de protection de l'enfance, mais aussi une préoccupation essentielle dans la perspective d'une paix et d'un développement durables. Les participants se sont penchés sur les moyens concrets dont disposent les médiateurs et d'autres acteurs associés aux négociations de paix pour intégrer dans les négociations des éléments clés de la protection de l'enfance liés au rapatriement, à la réadaptation et à la réintégration des enfants.

Aucun enfant pris dans une situation aussi dévastatrice ne devrait être marginalisé. Les enfants ont le droit d'être considérés comme des membres actifs de la société, d'être acceptés et pleinement intégrés au sein de leur communauté. La Convention relative aux droits de l'enfant stipule que les enfants ont des droits et qu'aucune activité réelle ou supposée de leurs parents ne saurait porter atteinte à ces droits. C'est aux gouvernements des pays d'origine de ces enfants qu'incombe au premier chef la responsabilité de leur protection, y compris la prévention de l'apatridie, et de la prise en compte de leur intérêt supérieur en toutes circonstances.

Conclusions

Les États devraient veiller à ne pas perdre de vue les questions de rapatriement, de réadaptation et de réintégration des enfants, et renforcer la coopération internationale à cet égard.

Le rapatriement et la réintégration en toute sécurité de tous les enfants dans leur pays d'origine se heurte encore à des obstacles, et il reste beaucoup à faire pour améliorer le sort des enfants isolés dans des zones de conflit. La communauté internationale et les organismes des Nations Unies devraient instaurer des coopérations étroites ou développer les relations de coopération existantes afin de faciliter le rapatriement et la réintégration des enfants depuis les zones de conflit.

Il importe de recenser les pratiques exemplaires en vue d'élaborer des procédures concrètes pour le rapatriement des enfants étrangers piégés dans des situations de conflit armé, et de faire de leur réintégration complète une priorité grâce à des programmes qui répondent à leurs besoins.

Les programmes de rapatriement, de réadaptation et de réintégration contribuent à la lutte contre le terrorisme et à la prévention de la diffusion d'idéologies et de pratiques terroristes ou extrémistes.

Il faut continuer d'étudier la possibilité d'élaborer des normes internationales en matière de rapatriement d'enfants depuis des zones de conflit et d'examiner de quelle manière il serait possible de les faire concorder avec les normes existantes relatives au transfert et à la libération d'enfants.

Les médiateurs et les facilitateurs de cessez-le-feu, de dialogue et de processus de paix devraient penser à intégrer dans les négociations des éléments relatifs à la protection de l'enfance et, dans les accords, des clauses spécifiques relatives au sort de ces enfants. L'examen des modalités relatives à l'identification, à la garde provisoire en toute sécurité, au rapatriement et à la réintégration des enfants devrait être conduit dans l'intérêt supérieur de ces derniers et commencer le plus tôt possible, y compris dans le cadre des négociations préalables.

Les participants à la réunion invitent la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés et le Bureau de lutte contre le terrorisme à continuer de s'engager activement à promouvoir le rapatriement, la réadaptation et la réintégration des enfants de combattants étrangers, conformément aux normes internationales, et à intégrer pleinement les mesures de protection de

l'enfance dans la planification des programmes de rapatriement et de réintégration, notamment dans le cadre des négociations de paix en cours et à venir.

Les organisations régionales peuvent envisager d'appuyer les activités menées au niveau national par leurs États membres en faveur du rapatriement et de la réintégration des enfants.
